

Nous vous servons mieux car nous vous écoutons.

**UN MEILLEUR CHOIX POUR UN SERVICE DE MEILLEURE QUALITÉ**

UN MEILLEUR CHOIX POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE

EN SAVOIR PLUS



Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

# ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM  
BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES  
Afrique de l'Ouest

## BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES

# Dr Parfait KOUASSI reconduit à la présidence du Conseil d'Administration

Page 3

**L**a Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a tenu ce mardi 25 juin 2024 son Assemblée Générale mixte à l'issue de laquelle s'est tenue la première réunion de son nouveau Conseil d'Administration. Dr Parfait KOUASSI a été reconduit dans ses fonctions de Président du Conseil d'Administration de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) au cours de ce premier Conseil d'Administration.



142ÈME CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BOAD



162,339 milliards FCFA de nouveaux engagements en faveur des économies de la zone UEMOA **P.4**

COOPÉRATION



Sandra Ablamba Johnson échange avec des officiels du sénat américain **P.2**

REMISES MIGRATOIRES

Top 10 des pays subsahariens ayant reçu le plus d'envois de fonds en 2023 **P.6**

Voltic  
ASSOIFFÉ DE VICTOIRE,  
Buvez l'eau minérale naturelle VOLTIC!  
CAP 2024  
COUPE D'OR  
DES NATIONS  
AFRICAINES  
Ni d'été plus ou, Ni de Voltic.  
OVO Voltic Togo

CANALBOX  
VIVEZ L'INTERNET ÉLÉMENT

**FIBREZ SANS FRAIS**

ACTUELLEMENT, LES FRAIS D'INSTALLATION SONT OFFERTS\*

8866 [www.canalbox.tg](http://www.canalbox.tg) \*Sans conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

## Coopération

## Sandra Ablamba Johnson échange avec des officiels du sénat américain

L'approfondissement du partenariat économique entre le Togo et les États-Unis d'Amérique était au cœur des échanges lors d'une rencontre le mercredi 26 juin 2024, entre la ministre, Secrétaire général de la Présidence de République, Sandra Ablamba Johnson, et une délégation d'officiels du Sénat américain.

Kodji GATOR JOE

Cette rencontre a également connu la participation du chargé d'affaires de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique et le Coordonnateur du programme Compact du Togo. Il en ressort des discussions avec la partie américaine que des avancées majeures ont



été réalisées en matière de réformes économiques, politiques et sécuritaires, établissant ainsi un environnement d'affaires attractif propice à des investissements de grande envergure. Cependant des efforts doivent se poursuivre en vue de mieux communiquer sur ces belles performances du pays. Cette séance de travail a également permis aux deux parties de revisiter les divers programmes américains pour lesquels le Togo est éligible à savoir le Millennium Challenge Corporation (MCC) et le programme commercial dénommé AGOA (African Growth and

Opportunity Act). C'était surtout l'occasion de présenter l'ambitieuse vision pragmatique du chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé, pour le développement socioéconomique de notre pays, ainsi que les progrès réalisés dans la mise en œuvre des différents projets d'intérêt commun. Au nom du Président de la République, les Ministres-conseillers présents et moi-même ont souhaité à la délégation un bon séjour au Togo, une visite qui contribuera sans doute au renforcement de la coopération entre notre pays et les États-Unis d'Amérique.

## Révision de la stratégie régionale d'inclusion financière

## Clap de fin sur l'atelier national de concertation

L'accent est mis sur de nombreux défis du secteur entre autres la protection des consommateurs à l'heure des services financiers numériques, l'appropriation de la digitalisation des services de micro assurance etc...

En initiant cet atelier, les organisateurs avaient pour objectif général de permettre aux parties prenantes de mieux approfondir l'inclusion financière du pays, de discuter des orientations, des mesures et actions à mettre en œuvre pour renforcer le niveau d'accès et d'utilisation des services financiers par les populations et les entreprises de l'UEMOA. Mais plus spécifiquement, il s'agissait : d'examiner les progrès réalisés en matière d'inclusion financière au niveau des pays ; de discuter des défis rencontrés dans la mise en œuvre des actions en faveur de l'inclusion financière ; d'identifier les priorités nationales en matière d'inclusion financière des populations ; puis enfin d'analyser les modalités de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des initiatives futures (indicateurs, organes ou structures à mettre en place, etc.).

Conscient des objectifs édictés, les résultats attendus étaient tout simplement, d'identifier dans la perspective de la révision de la Stratégie régionale d'inclusion financière, les nouvelles prio-

rités en matière d'inclusion financière, à prendre en compte à moyen et long-termes, en vue de l'approfondissement de l'accès et de l'utilisation des services financiers par les populations de l'UEMOA.

Fort de tous les engagements cités plus haut, Madame Baya LITAABA-KASSOU épouse DOLAMA Présidente du Comité National de Suivi de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière dans l'UEMOA, par ailleurs Directrice de la Direction en charge des microfinances au sein du ministère de l'économie et des finances déclarait à l'ouverture de cette rencontre nationale de deux jours ce qui suit : « L'élaboration d'une stratégie nationale d'inclusion financière cohérente avec celle régionale traduit les efforts des Autorités nationales de rendre les services et produits financiers accessibles à toutes les catégories de la population. Elle vise une meilleure adéquation de la demande et de l'offre de services et produits financiers en levant les obstacles à leur accès, notamment pour les couches les

plus vulnérables de la population. Au plan national, je voudrais saisir cette occasion pour saluer tout particulièrement les actions du Ministère de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel ainsi que celles des autres départements ministériels concernés qui œuvrent pour atteindre les démunis grâce à différents produits, canaux ou actions. C'est le lieu de remercier Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président de la République Monsieur pour son engagement indéfectible en faveur de l'inclusion financière et de l'amélioration des conditions de vie des populations. Pour le Comité National de Suivi de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière dans l'UEMOA (CNSMO), je puis d'ores et déjà vous assurer que les conclusions et recommandations de nos travaux serviront de précieuses orientations pour articuler efficacement la stratégie régionale avec celle nationale. Je suis confiant que les échanges permettront de formuler des observations pertinentes susceptibles d'enrichir les réflexions et de contribuer efficacement à la définition d'une stratégie d'inclusion financière prenant en compte les défis de l'heure ».

En deux jours plusieurs sous-thèmes ont fait l'objet d'attention de la part des participants : Présentation du bilan de mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière ; Initiatives nationales d'inclusion financière et principaux défis ; travaux de groupes thématiques (GT) sur les priorités en matière d'inclusion financière ; et bien d'autres sujets qui peuvent être résumés en termes de conclusion succincte et captivante.

Cela sous entend que l'atelier de deux jours a été l'occasion pour les participants de mettre l'accent sur les principaux défis à relever. Il s'agit notamment de la protection des consommateurs surtout à l'heure des services financiers numériques, l'éducation financière et la nécessaire identification d'une structure pilote pour sa mise en œuvre, l'amélioration des textes légaux et réglementaires pour les rendre favorables à l'inclusion financière, l'appropriation de la digitalisation des services de micro assurance etc.....

Des conclusions encourageantes qui rejoignent les vœux exprimés par Madame Akuwa DOGBE-AZOMA le Directeur National de la BCEAO jeudi dernier : « Au-delà des résultats satisfaisants

enregistrés, l'évolution de l'environnement socio-économique et l'expansion des services financiers engendrent inéluctablement de nouveaux risques, qu'il convient de bien appréhender. Ainsi, il nous revient de réfléchir sur les défis émergents à prendre en compte pour renforcer durablement l'inclusion financière et améliorer son impact positif sur les conditions de vie des populations et la croissance des PME. Au regard de la qualité des participants, je ne doute point que de nos échanges sortiront des propositions pertinentes sur les priorités en matière d'inclusion financière au niveau national. Je suis convaincue que les recommandations de cet Atelier contribueront à enrichir le nouveau document-cadre de politique et de Stratégie Régionale d'inclusion financière, à soumettre pour adoption au Conseil des Ministres de l'Union dans la perspective d'améliorer la situation et l'inclusion financières de nos populations>>. Il convient de rappeler que le démarrage des travaux a été présidé par madame ASSIH Mazamesso, la ministre de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel.

**ECO & FINANCES**  
Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: [ecofinances.infos@gmail.com](mailto:ecofinances.infos@gmail.com)

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

## Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

## Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83

## Rédacteurs

Keziah KPATIDE  
Patience SALLAH  
Yves ATCHANOUVI  
Kodji GATOR JOE

## Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

## Graphiste

Stan AZIATO  
91 77 02 74

## Imprimerie

ECO & FINANCES  
Tirage: 3000

Bourse Régionale des Valeurs Mobilières

# Dr Parfait KOUASSI reconduit à la présidence du Conseil d'Administration

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a tenu ce mardi 25 juin 2024 son Assemblée Générale mixte à l'issue de laquelle s'est tenue la première réunion de son nouveau Conseil d'Administration. Dr Parfait KOUASSI a été reconduit dans ses fonctions de Président du Conseil d'Administration de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) au cours de ce premier Conseil d'Administration.

Yves ATCHANOUVI

En effet, la place boursière de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a tenu son Assemblée générale Mixte ce jour à Abidjan. Les principales résolutions soumises à l'approbation des actionnaires ont été adoptées. Il s'agit notamment pour l'AG ordinaire de la validation des comptes pour l'exercice 2023, de l'affectation des résultats, du renouvellement du mandat et de la cooptation de nouveaux administrateurs et pour l'AG extraordinaire de l'approbation de l'augmentation du capital.

Au terme de cette Assemblée Générale, les Administrateurs de la BRVM ont renouvelé leur confiance à Dr Parfait KOUASSI pour assurer la Présidence du Conseil d'admini-

nistration pour un mandat de trois ans. Dr Parfait KOUASSI a remercié l'ensemble des membres du Conseil d'Administration de la BRVM pour la confiance renouvelée et les a assurés de sa disponibilité à travailler pour la mise en œuvre de la vision et des ambitions de la BRVM et la poursuite de sa politique de développement entamée depuis quelques années.

Dr Parfait KOUASSI assure la présidence du Conseil d'Administration de la BRVM depuis le 18 décembre 2018. Le Conseil d'Administration de la BRVM note l'arrivée pour les trois prochains exercices du Burkina Faso pour le compte des Etats de l'UEMOA ; de la SGI ABCO Bourse ; de la SGI Phoenix Capital Management.

### A Propos de Dr Parfait KOUASSI

Il a conduit les travaux des Comités d'Audit et des Risques au sein du conseil d'Administration de la BRVM, en tant que Président, depuis juin 2018.

Administrateur certifié de société, diplômé en Management d'entreprise, Docteur en Pharmacie, diplômé de l'Institut de Biochimie de Paris-Orsay (Université Paris XI), Dr KOUASSI a été de 2009 à 2017, PDG de la Société GOMPCI (Groupement Pharmaceutique de Côte d'Ivoire) et Administrateur Général Adjoint de DPCI (Distribution Pharmaceutique de Côte D'Ivoire).

Élu en 2005, Président de l'Ordre des Pharmaciens de Côte d'Ivoire, responsabilité qu'il assure deux mandats durant jusqu'à fin 2012, il a



notamment conduit le processus d'harmonisation des législations pharmaceutiques dans l'espace UEMOA et participé aussi, en tant que membre du Comité des Experts de l'OMC aux négociations du GATT en 2008.

De 2008 à 2011, il a été Président de l'inter-ordre des pharmaciens d'Afrique (IOPA) et le Premier Président de la conférence des Présidents d'Ordre de pharmaciens de l'UEMOA.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est une Institution Financière Spécialisée communautaire. Elle est chargée d'organiser des transactions qui portent sur les valeurs mobilières :

titres de propriétés (Actions) ou/et titres de créance (Obligations). Elle a démarré ses activités en septembre 1998.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est commune à l'ensemble des huit (8) pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à savoir : le BENIN, le BURKINA FASO, la COTE D'IVOIRE, la GUINEE-BISSAU, le MALI, le NIGER, le SENEGAL et le TOGO. La BRVM est à la fois un succès économique, politique, institutionnel et technique. Il s'agit de la seule Bourse au monde partagée par plusieurs pays, totalement électronique et parfaitement intégrée.

## Artisanat

# La 4ème édition des journées de l'artisanat togolais officiellement lancée

La ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Kayi Mivedor-Sambiani, a procédé le jeudi 28 juin 2024 à Lomé, au lancement officiel des journées de l'artisanat togolais (JAT). C'était en présence du secrétaire général du ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, du président de l'Union des Chambres Régionales des Métiers du Togo (UCRM), des présidents régionaux des chambres de métiers, des délégués et des artisans.

Patience SALLAH

Axée autour du thème « L'artisanat moteur de développement économique et social au Togo », cette 4ème édition offre l'opportunité à tous les acteurs de ce secteur de réfléchir ensemble sur les enjeux et les défis liés au secteur de l'artisanat.

Selon Kayi Mivedor-Sambiani, ministre du com-

merce, de l'artisanat et de la consommation locale, le secteur de l'artisanat est au cœur des priorités de l'action du Gouvernement sous le leadership de Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président de la République Togolaise.

« Ainsi, nous pouvons noter entre autres actions entreprises en faveur du secteur, la dotation de l'artisanat d'un cadre institutionnel et réglementaire solide qui permet à ces

structures d'autoproduction que sont les chambres de métiers d'être parfaitement opérationnelles pour offrir aux artisans l'encadrement et les prestations nécessaires à l'évolution de leurs activités et leurs accomplissement effectif; l'adoption d'une politique nationale de développement de l'artisanat, l'adoption d'un code de l'artisanat, l'élaboration de manuels de procédure pour les différents types de structures d'encadre-

ment, de même que l'organisation de formation chaque année au profit des élus du secteur, le déblocage de plus d'un milliard de francs CFA pour la construction et l'équipement des centres de ressources de l'artisanat dans toutes les préfectures du pays qui permettent aux jeunes d'avoir accès aux équipements qu'ils ne peuvent acquérir individuellement et qui constituent un lieu de ressources de tous les artisans de ces localités, les acquis également pour renforcer les capacités de production des artisans en vue d'une meilleure productivité et d'une grande variété d'offres et des services», a-t-elle déclaré.

Pour sa part, Issa Mohamed,

président de l'UCRM, a exprimé sa reconnaissance à l'endroit des autorités qui ne ménagent aucun effort afin de rendre plus visible le secteur de l'artisanat, véritable moteur de croissance de l'économie nationale.

Au cours de cette nouvelle édition, plusieurs activités seront menées sur toute l'étendue du territoire. Entre autres, des opérations de reboisement dans toutes les préfectures, des mini-foires de promotion des produits locaux, des conférences-débats, des séances de sensibilisation et d'information dans les chambres de métier.

Les journées de l'artisanat togolais (JAT) promeuvent la créativité et le savoir-faire des artisans togolais à travers leurs produits et des initiatives sociales.

## À vendre

### A la Caisse

-Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salomoderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier

-Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

### A vendre

-Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une paillote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;

-Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global

-Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

142ème Conseil d'Administration de la BOAD

# 162,339 milliards FCFA de nouveaux engagements en faveur des économies de la zone UEMOA

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni sous format hybride pour sa 142ème session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Serge EKUE, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD.

Après avoir approuvé le procès-verbal de la 141ème réunion, tenue le 25 mars 2024 à Dakar au Sénégal sous format hybride, le Conseil a porté un avis favorable sur l'état de recouvrement des créances sur prêts de l'institution au 31 mai 2024.

Par ailleurs, les administrateurs ont approuvé neuf (09) nouvelles opérations pour un montant global de 162,339 milliards FCFA, portant à 8 723,7 milliards FCFA le total des engagements de la BOAD à date (toutes opérations confondues), depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976.

Les prêts approuvés concernent le financement partiel des projets, ci-après : Mise en place d'une ligne de refinancement en faveur de la Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce Côte d'Ivoire (BSIC CI). Ce concours permettra à la BSIC CI d'accroître son activité de financement à moyen terme de projets d'investissements productifs en faveur des PME/PMI et de consolider son développement tout en contribuant à la croissance de l'économie nationale.

#### **Montant de l'opération : 10 milliards FCFA.**

Prise de participation de la BOAD au Fonds I&P AFRIQUE ENTREPRENEURS 3 (IPAE 3). L'objectif visé est de renforcer le Fonds en vue de la réalisation d'investissements dans les PME en Afrique subsaharienne, notamment en Afrique de l'Ouest et à Madagascar.

#### **Montant de l'opération : 5 milliards FCFA.**

#### **Impact projeté : 15 à 17 PME financés, 5 000 emplois maintenus ou créés.**

Prise de participation de la BOAD au capital du Fonds de développement de projets de l'Alliance pour l'Infrastructure Verte en Afrique (AGIA-PD). Cette opération permettra de combler le déficit d'infrastructures en Afrique, d'attirer un flux important de capitaux de tiers pour financer les infrastructures africaines en les rendant plus vertes et, soutenir la transition vers le Net-Zéro.

#### **Montant de l'opération : 9,839 milliards FCFA.**

#### **Impact projeté : 100 projets d'infrastructures financés, + 1 160 MW installées (énergie renouvelable, 1 060 kV de lignes de transport d'énergie renouvelable installées, 260 000 m3/j d'eau potable produite, 3 557 012 TC02/an évitées.**

Deuxième phase du Projet de Transformation Agroalimentaire du Togo (PTA-Togo). Ce projet dont l'objectif est de favoriser une croissance agricole inclusive créatrice d'emplois, réduire les importations alimentaires de la zone et promouvoir l'investissement privé dans les filières ciblées (riz, maïs, soja, sésame, poulet de chair et noix de cajou), permettra également de renforcer les capacités des acteurs des filières agro-industrielles prioritaires.

#### **Montant de l'opération : 30 milliards FCFA.**

#### **Impact projeté : 800 000 bénéficiaires dont 50% de femmes, 10 000 personnes auront accès à une source**

#### **d'eau et 10 000 autres à l'électricité.**

Phase 2 du Projet de Valorisation des eaux pour le développement des Chaînes de Valeur (PROVALE-CV2), en République du Sénégal. Le projet, pour contribuer à une croissance économique inclusive et durable de la zone, axera son action sur la restauration de la fertilité des sols, l'accroissement des productions agricoles, animales et aquacoles, ainsi que les revenus des bénéficiaires.

#### **Montant de l'opération : 25 milliards FCFA.**

**Impact projeté : 33 000 emplois indirects et 17 000 emplois directs créés dont 60% de femmes et 30% de jeunes.** Aménagement et bitumage de la route Tchaasémondé – Gandé – Agbang, en République togolaise. La mise en œuvre du projet permettra d'assurer le désenclavement de la zone afin de faciliter les échanges économiques, sociaux et culturels aux niveaux national et sous-régional.

#### **Montant de l'opération : 30 milliards FCFA.**

#### **Impact projeté : création de plus de 4 200 emplois directs et indirects et une diminution de 80% des accidents sur le tronçon.**

Construction et exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 52 MWc à Sokhoro, en Côte d'Ivoire, par la société FERKE SOLAR SA. Cet ouvrage contribuera à la fourniture d'une meilleure couverture de la demande en électricité, fournissant ainsi un accès à près de 370 habitants et à l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique.



#### **Montant de l'opération : 15,5 milliards FCFA.**

#### **Impact projeté : accès renforcé à l'électricité pour 370 000 habitants, réduction des émissions de gaz à effet de serre de 39 000 tonnes par an, plus de 840 emplois directs et indirects.**

Construction d'un terminal de stockage et d'emplissage de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) dans le port de Bargny-Sendou au Sénégal par la société TERANGAZ SA. Cet ouvrage contribuera au renforcement des capacités de stockage et à l'amélioration de l'accès au gaz butane aux ménages, au Sénégal et dans la sous-région par la mise en place d'une capacité de stockage additionnelle d'environ 13 000 m3 (7 000T) et une capacité d'emplissage additionnelle de 150 000 T de gaz par an.

#### **Montant de l'opération : 7 milliards FCFA.**

#### **Impact projeté : près de 400 emplois créés et la protection du couvert végétal, le gaz se substituant au charbon de bois et au bois de chauffe.**

Construction et équipement de trois (03) lycées techniques professionnels à Natingou, Lokossa et Bohicon, en République du Bénin. Le projet vise la contribution à l'augmentation de l'offre en formation technique et professionnelle, au renforcement de la qualité de l'enseigne-

ment et le pilotage de l'enseignement et de la formation technique professionnelle.

#### **Montant de l'opération : 30 milliards FCFA.**

#### **Impact projeté : 1 800 jeunes formés par an aux métiers du BTP, de l'énergie et du numérique, environ 18 000 diplômés insérés d'ici 2050.**

Le Conseil a également approuvé :

L'acceptation du don d'un terrain de 1 hectare à la BOAD par la Mairie d'Aného au TOGO.

Le Rapport annuel RSE 2023.

Enfin, le Conseil a pris note des dossiers suivants, inscrits pour information :

Note d'information au Conseil d'Administration sur les conclusions de l'évaluation à mi-parcours du Plan Djoliba 2021-2025.

Bilan des réalisations à mi-parcours des prévisions financières de l'exercice 2024.

Compte-rendu de la réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA tenue le 28 mars 2023 à Dakar, en République du Sénégal.

En clôturant les travaux, le Président du Conseil d'Administration, M. Serge EKUE a remercié, les autorités togolaises ainsi que l'ensemble des équipes techniques pour toutes les dispositions prises en vue de la tenue de cette session dans les meilleures conditions.

L'Information continue sur:  
**www.ecoetfinance.com**

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 28 juin 2024

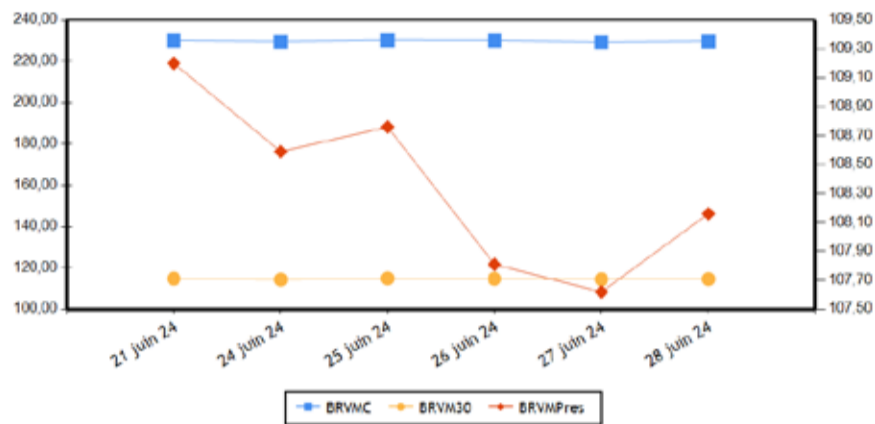
N° 122

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>229,70</b>
Variation Jour	0,22 % ↑
Variation annuelle	7,26 % ↑

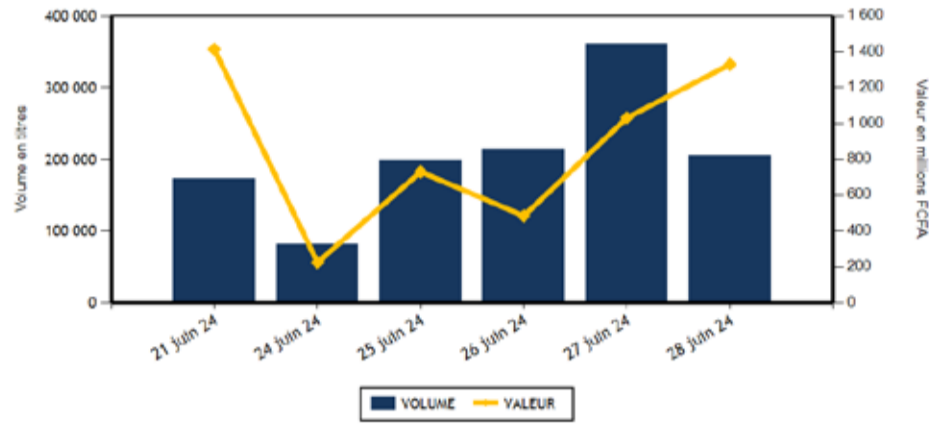
<b>BRVM 30</b>	<b>114,62</b>
Variation Jour	0,09 % ↑
Variation annuelle	6,28 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>108,16</b>
Variation Jour	0,50 % ↑
Variation annuelle	6,59 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 545 517 389 514	0,22 %
Volume échangé (Actions & Droits)	183 007	-36,64 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 114 913 202	253,60 %
Nombre de titres transigés	41	0,00 %
Nombre de titres en hausse	23	155,56 %
Nombre de titres en baisse	11	-45,00 %
Nombre de titres inchangés	7	-41,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 580 241 654 806	0,16 %
Volume échangé	22 372	-68,85 %
Valeur transigée (FCFA)	214 628 573	-70,06 %
Nombre de titres transigés	14	133,33 %
Nombre de titres en hausse	5	400,00 %
Nombre de titres en baisse	3	200,00 %
Nombre de titres inchangés	6	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	7 495	7,07 %	26,07 %
SICABLE CI (CABC)	1 060	7,07 %	-4,50 %
SAFCA CI (SAFC)	975	6,56 %	-24,71 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 960	6,52 %	-25,76 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	845	6,29 %	16,55 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	695	-7,33 %	-22,78 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	19 015	-1,98 %	18,47 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 800	-1,75 %	22,81 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 700	-1,47 %	-4,01 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	11 800	-1,26 %	8,26 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	108,16	0,50 %	6,59 %	65 652	866 914 175	6,67
BRVM-PRINCIPAL	36	111,11	0,09 %	6,88 %	117 355	247 999 027	8,97

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	107,24	1,55 %	6,15 %	16 288	47 123 215	8,16
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	578,59	-0,35 %	8,87 %	79 835	803 774 500	8,99
BRVM - FINANCES	15	92,39	0,15 %	6,91 %	42 384	194 333 032	5,93
BRVM - TRANSPORT	2	313,06	0,77 %	-5,41 %	26 740	33 414 560	4,05
BRVM - AGRICULTURE	5	170,86	2,97 %	5,76 %	5 281	16 116 920	11,89
BRVM - DISTRIBUTION	7	332,47	2,69 %	1,30 %	12 103	19 889 655	39,95
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	857,55	-7,33 %	-22,78 %	376	261 320	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,96
Taux de rendement moyen du marché	8,59
Taux de rentabilité moyen du marché	11,33
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	149
Volume moyen annuel par séance	377 291,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 130 929 072,30

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,89
Ratio moyen de satisfaction	27,51
Ratio moyen de tendance	562,26
Ratio moyen de couverture	17,79
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	6,82
Nombre de SGI participantes	30

**Définitions**

- Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
- Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
- PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
- Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

**PAYS DE L'UEMOA**

## Remises migratoires

## Top 10 des pays subsahariens ayant reçu le plus d'envois de fonds en 2023

**Le rapport révèle que les remises migratoires ont globalement baissé de 0,3% en Afrique subsaharienne l'année écoulée, pour s'établir à 54 milliards \$.**



(Agence Ecofin) - Le Nigeria a été le principal pays récipiendaire des transferts de

fonds des migrants en Afrique subsaharienne en 2023, selon un rapport publié le mercredi

26 juin 2024 par la Banque mondiale.

Le pays le plus peuplé du continent a reçu des remises migratoires d'un montant de 19,5 milliards \$, l'année écoulée, accaparant ainsi 36,1% du total des envois de fonds vers la région.

Le Ghana suit de loin avec 4,6 milliards de dollars, devant le Kenya (4,2 milliards \$), le Zimbabwe (3,1 milliards \$), le Sénégal (2,9 milliards \$), la République démocratique du Congo (1,4 milliard \$), l'Ouganda (1,3 milliard \$), le Mali (1,2 milliard \$), le Soudan (1 milliard \$), et l'Afrique du Sud (1 milliard \$).

La Gambie est cependant le pays qui affiche le ratio re-

mises migratoires/PIB le plus important (23,3%), devant le Lesotho (21,9%), les Comores (21%), le Liberia (18,2%) et le Cap-Vert (12,5%)

Les taux de croissance les plus élevés des envois de fonds des migrants en 2023 ont été enregistrés en Ouganda (+15 %), au Rwanda (+9,3 %) et en Tanzanie (+4 %).

Intitulé « The Migration and Development Brief : Remittances slowed in 2023, expected to grow faster in 2024 », le rapport révèle par ailleurs que les remises migratoires ont globalement baissé de 0,3% en Afrique subsaharienne l'an passé, pour s'établir à 54 milliards de dollars. Ces envois sont près de 1,5 fois plus im-

portants que les flux d'investissements directs étrangers (IDE), et relativement plus stables.

L'Afrique subsaharienne reste par ailleurs la région où les coûts d'envoi de fonds sont les plus élevés. Les expéditeurs ont dû payer une moyenne de 7,9 % pour envoyer 200 dollars vers les pays de la région, durant le troisième trimestre 2023 contre 7,4% au cours du même trimestre en 2022.

Les coûts varient considérablement dans la région, allant de 2,1-4 % dans les corridors les moins coûteux à 18-36% dans les corridors les plus coûteux.

Pour 2024, la Banque mondiale s'attend à ce que les remises migratoires enregistrent une croissance de 1,3 % en Afrique subsaharienne.

## Reconstruction de la route Ngaoundéré-Garoua

## la Bad double le Fonds saoudien, Mota Engil en ballottage

**La Banque africaine de développement (Bad) promet d'accorder un prêt de 330 millions d'euros (216,5 milliards de FCFA) à l'État du Cameroun pour la réhabilitation de la route Ngaoundéré-Garoua (240,85 km) dans la partie septentrionale du pays. L'annonce a été faite le 27 juin 2024 par Joseph Nguessan, chef de la division infrastructures de la Bad, à l'issue d'une audience avec le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi.**



(Investir au Cameroun) – Le 17 octobre 2023, au cours d'une audience avec le même ministre, une délégation du Fonds saoudien pour le développement (FSD) avait également manifesté sa volonté de financer le même projet. Mais, la Bad semble avoir pris de l'avance. «Le dossier doit être finalisé à la fin du mois de juillet 2024 pour être présenté aux instances compétentes (Conseil

d'administration) de la Bad en novembre 2024», a déclaré Joseph Nguessan sur les antennes de la télévision publique CRTV. Le chef de la division infrastructures de la BAD a ajouté que l'institution financière a donné son accord pour des «acquisitions anticipées» et que, par conséquent, «les appels d'offres pour le recrutement des bureaux d'études et des entreprises seront lancés le

plus tôt possible».

**Mota Engil en ballottage**

Cela implique que le marché ne sera plus attribué de gré à gré à l'entreprise portugaise Mota Engil, comme demandé dans une correspondance du Secrétaire général de la présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh, adressée le 31 octobre 2023 au ministre des Travaux publics. «La Bad ne peut pas accepter un processus de gré à gré, les circonstances ne le permettent pas. Même au Nord-Ouest, où il y a des problèmes de sécurité, un processus de sélection a été mené», confirme une source interne au ministère des Travaux publics.

Dans la même lettre, il était indiqué que les travaux devaient s'exécuter sur un linéaire de 242 kilomètres pour un coût de 282,7 milliards de FCFA, toutes taxes comprises (TTC). Depuis le courrier du SGPR, le projet a évolué. Selon le ministère des

Travaux publics, il comporte désormais trois composantes pour un coût de 221,6 milliards de FCFA TTC, incluant le contrôle et la surveillance des travaux de même que les indemnités. En plus des 216 milliards de FCFA que la BAD se propose d'apporter, le Cameroun devra trouver un autre financement de 5 milliards de FCFA.

La composante principale, évaluée à 204 milliards de FCFA, comprend la reconstruction de la route Ngaoundéré-Garoua en deux sections. La première section s'étend de Ngaoundéré au pont de Salah (128,9 km) et prévoit la construction de trois échangeurs et d'une station de pesage dans la localité de Manwi. La seconde section va du pont de Salah au pont sur la Bénoué (111,95 km) et inclut la construction d'un poste de péage dans le village d'Ouro-Donka.

**Aménagement des voiries urbaines**

Ce volet du projet comprend également l'aménagement de 15 km de voiries urbaines dans les villes et localités de Ngaoundéré, Mbé, Gamba, Gouna et Ngong ; la réhabilitation des routes de désenclavement des bassins agro-pas-

toraux ; des aménagements au profit de l'université de Ngaoundéré ; l'acquisition d'une drague pour le port fluvial de Garoua ; et la sensibilisation des populations au changement climatique.

La deuxième composante, évaluée à 5,3 milliards de FCFA, concerne l'appui institutionnel et le renforcement des acteurs. Il s'agira notamment d'acquiescer, pour le compte du ministère des Transports, des radars embarqués pour le contrôle de la vitesse, ainsi que d'élaborer un catalogue de dimensionnement des chaussées. La troisième composante, d'un coût de 12,2 milliards de FCFA, est relative à la gestion du projet et aux indemnités. La réhabilitation de l'axe Ngaoundéré-Garoua revêt une importance capitale pour l'économie nationale. Très délabré depuis de longues années, ce tronçon routier fait partie du corridor Douala-Ndjamen, par lequel transitent environ 350 milliards de FCFA de marchandises tchadiennes chaque année. Plusieurs entreprises sont en ce moment mobilisées sur certaines sections de cette route pour maintenir la circulation.

## Habitat

# Une demande de logements évaluée à 500 000 unités à Lomé

**Au Togo, la demande de logements décentes est forte, en particulier dans les zones urbaines où la croissance démographique, l'urbanisation galopante et les conditions de logement précaires accroissent les besoins en matière de logement abordable. Pour répondre à cette demande croissante, le gouvernement met en œuvre des politiques.**

En vue de fournir des logements abordables aux ménages à faible revenu, l'Etat a lancé des programmes de construction de logements sociaux. Ces programmes impliquent la construction des maisons, la rénovation et l'amélioration des logements existants dans les quartiers et les zones urbaines défavorisées. Pour bien mettre en œuvre sa politique de construction de logements pour tous de sorte qu'elle bénéficie à un grand nombre de personnes, le gouvernement collabore avec le secteur privé. Des partenariats public-privé

(PPP) sont donc noués, ils permettent de financer les projets de manière efficace et innovante.

Ces accords comprennent des prêts à faible taux d'intérêt, des subventions directes, des facilités de crédit et d'autres mécanismes de soutien financier.

Les pouvoirs publics indiquent qu'ils font face à une demande de logements évaluée à 500 000 unités à Lomé. En effet, la capitale est très consommatrice d'habitats.

Selon le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) effectué

en 2023 par l'Inseed, 2,1 millions d'habitants se trouvent dans le Grand Lomé soit 1,3 million dans la préfecture du Golfe et environ 883 000 dans la préfecture d'Agoè-Nyivé.

Dans toute la région maritime (sans le Grand Lomé), le nombre d'habitants est évalué à 1,34 million de personnes. L'urbanisation croissante engendre une accélération du besoin d'habitat.

Le projet de 20 000 logements a été pensé pour satisfaire une partie de la population. En mai 2024, le ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme foncière a présidé l'atelier de validation



du rapport final de l'étude de faisabilité technique pour le site d'aménagement de Kpomé-Dalavé.

C'est là-bas, dans la préfecture du Zio (comptant plus de 500 000 habitants en 2023) que des logements seront construits. Le site fait 1

177 hectares, les dimensions géotechniques, hydrogéologiques, épidémiologiques, énergétiques et de télécommunications ont été étudiées. Les besoins en eau potable ont été aussi évalués.

<https://togodailynews.tg>

## Choléra

## La Croix-Rouge Togolaise outille les équipes de prévention et de riposte

**La session de renforcement des capacités des équipes de prévention et de riposte des maladies épidémiques provenant des 5 districts sanitaires à haut risque du Togo sur la détection, la prise en charge et la prévention des épidémies de choléra, démarrée le mardi 25 juin 2024 à Adétikopé a pris fin ce vendredi 28 juin. La clôture des travaux a été marquée par un exercice de simulation afin de s'assurer que les participants sont aguerris pour à leur tour former les volontaires issus des comités de veille mise en place par les autorités sanitaires pour renforcer la surveillance communautaire.**

Le chef du département santé à la Croix-Rouge Togolaise, Dr Koffi NSOUKPOE TOULASSI a expliqué l'importance de cet exercice.

« Cet exercice de simulation permet aux acteurs de pouvoir toucher du doigt l'organisation pratique des points de réhydratation orale dans les communautés », a-t-il déclaré.

Les participants ont procédé à la préparation des solutions de clore pour la désinfection parce que devant les cas de choléra, il faut beaucoup d'hygiène pour éviter d'être contaminé. De même, ils ont préparé un soluté de réhydratation orale (SRO) à base de l'orase pour que les patients déshydratés puissent boire et remplacer l'eau qu'ils ont perdue et éviter ainsi des complications.

Deux groupes ont été constitués à cet effet. Un groupe a joué le rôle des malades et

l'autre s'est mis dans la peau des agents de santé.

A l'issue de l'exercice, les organisateurs ont exprimé leur satisfaction quant à l'atteinte des objectifs. Ils ont invité les participants à transmettre fidèlement leurs connaissances aux volontaires de leurs différentes communautés.

La formation en question a été organisée sous l'égide de la Croix-Rouge Togolaise en collaboration avec le ministère de la santé et de l'hygiène publique. Elle a bénéficié de l'appui de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

« Le but de cette formation est de donner plus de compétences aux acteurs pour faire face à d'éventuels cas de choléra. Les participants ont désormais cette capacité de pouvoir organiser au niveau de leurs communautés des postes de prise en charge des cas légers de choléra et

de leur donner les premiers soins, notamment la thérapie de réhydratation orale pour empêcher la complication allant vers une déshydratation sévère. On les a également préparés à l'organisation des campagnes de vaccination. C'est vrai que le Togo n'a pas encore eu la chance d'organiser une campagne de vaccination contre le choléra mais on les prépare déjà pour faire face à ces cas dès que la vaccination sera de mise », a ajouté Dr NSOUKPOE TOULASSI.

Pour sa part, Monica Rodriguez, Consultant choléra à la Fédération Internationale de la Croix Rouge et du Croissant Rouge a donné les raisons qui ont motivé son institution à accompagner cette initiative.

« Les aspects de prévention et de préparation, les actions précoces et de riposte aux flambées de maladies sont une priorité essentielle de la



**Exercice de simulation**

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. C'est dans cette dynamique que ce programme a été conçu afin de contribuer à la meilleure gestion du choléra qui passe par la compréhension de la maladie, la communication claire et simple sur les mesures de prévention, l'éducation de la communauté à la préparation et l'utilisation des solutions de réhydratation orale que ce soit dans les ménages ou via les points de réhydratation orale (PRO), les systèmes d'alerte et de rapportage en temps réel par les volontaires de la communauté, en collaboration avec les centres de santé, le système de référence et si pos-

sibles la vaccination orale pour éviter des décès », a-t-elle déclaré.

Par ailleurs, Ouyi TANTE, Ingénieur épidémiologiste de santé publique au ministère de la santé et de l'hygiène publique a salué et félicité la Croix-Rouge Togolaise et ses partenaires pour l'organisation de cette session de formation.

« Normalement c'est de la responsabilité de l'Etat mais il n'y a pas les moyens pour entreprendre régulièrement ces genres d'initiatives. Lorsque la Croix-Rouge se dit qu'elle va nous aider à le faire, nous ne pouvons qu'être à ses côtés et l'encourager », a-t-il indiqué.

[Togoenlive.tg](https://togoenlive.tg)



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO  
 ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT  
 BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



**TRANSFORMING  
 ECOWAS  
 COMMUNITIES**

**TRANSFORMER  
 LES COMMUNAUTES  
 DE LA CEDEAO**

**TRANSFORMANDO  
 AS COMUNIDADES  
 DA CEDEAO**

 EBIDofficial

 B IDC-EBID

 B IDC\_EBID

 B IDC\_EBID

 [www.bidc-ebid.org](http://www.bidc-ebid.org)